

<http://www.france-palestine.org> - Association France
Palestine Solidarité

-- Informations --

Informations

**Sauver le Président
Abbas**

Uri Avnery

lundi 25 juin 2007

On ne peut pas acheter un peuple

EHOUD OLMERT est le contraire de Midas, roi de Phrygie. Tout ce que le roi touchait se transformait en or, selon la légende grecque. Tout ce qu'Olmert touche se transforme en plomb. Et cela n'est pas une légende.

Aujourd'hui il touche Mahmoud Abbas. Il le porte aux nues. Il promet de le "renforcer". Il est sur le point de le rencontrer.

Si j'avais un avis à donner à Abbas, je lui crierais : Fuyez ! Fuyez pour sauver votre précieuse vie ! Un seul contact avec la main d'Olmert scellera votre sort !

ABBAS peut-il être sauvé ! Je ne sais pas. Certains de mes amis palestiniens sont désespérés.

Ils ont grandi dans le Fatah, et le Fatah est leur maison. Ils sont laïques. Ils sont nationalistes. Ils ne veulent absolument pas d'un régime islamique fanatique dans leur patrie.

Mais dans le conflit actuel, leur cœur est avec le Hamas. Ils sont déchirés. Et ce n'est pas surprenant.

Ils entendent les paroles du Président Bush, d'Olmert et de l'ensemble du chœur babillant des hommes politiques et des pontifs israéliens. Et ils en tirent la conclusion inévitable : les Américains et les Israéliens font tout pour transformer Abbas en agent de l'occupation et le mouvement du Fatah en milice de l'occupant.

Chaque mot émanant aujourd'hui de Washington et de Jérusalem confirme ce soupçon. Chaque mot creuse davantage le fossé entre la rue palestinienne et l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. Le nouveau "gouvernement d'urgence" à Ramallah est dirigé par une personne qui a obtenu 2% des voix aux dernières élections, pendant que la liste d'Abbas a été sévèrement battue par le Hamas, non seulement à Gaza mais aussi en Cisjordanie.

Aucun "assouplissement des restrictions" et aucune "mesure économique" ne servira à quelque chose. Pas plus que la restitution des taxes palestiniennes qui avaient été détournées par le gouvernement israélien. Pas plus que le flot de l'aide européenne et américaine. Il y a 80 ans déjà, Vladimir Jabotinsky, le sioniste le plus extrémiste, se moquait des dirigeants sionistes qui essayaient d'acheter le peuple palestinien en lui offrant des compensations économiques. On ne peut pas acheter un peuple.

SI JAMAIS Abbas peut être sauvé, ce n'est que d'une façon : par l'ouverture immédiate de négociations rapides et pratiques pour parvenir à un règlement pacifique, avec le but déclaré de mettre en place un Etat palestinien dans tous les territoires occupés, avec Jérusalem-Est comme capitale. Rien de moins.

Mais c'est exactement ce que le gouvernement d'Israël n'est pas prêt à faire. Ni Olmert, ni Tzipi Livni, ni Ehoud Barak.

Si ils avaient été prêts à le faire, eux ou leurs prédécesseurs l'auraient fait il y a longtemps. Barak l'aurait pu avec Arafat à Camp David. Ariel Sharon l'aurait fait avec Abbas après l'élection comme

président de celui-ci à une énorme majorité. Olmert aurait pu le faire avec Abbas après que Sharon eut quitté la scène. Il aurait pu le faire avec le gouvernement d'union qui a été mis en place sous les auspices saoudiennes.

Ils ne l'ont pas fait. Non parce qu'ils étaient idiots ou parce qu'ils étaient faibles. Ils ne l'ont pas fait tout simplement parce que leur objectif était exactement à l'opposé : annexion d'une grande partie de la Cisjordanie et développement des colonies. C'est pour cela qu'ils ont tout fait pour affaiblir Abbas, qui était considéré par les Américains comme le "partenaire pour la paix". Aux yeux de Sharon et de ses successeurs, Abbas était plus dangereux que le Hamas, qui était considéré par les Américains comme une "organisation terroriste".

IL EST impossible de comprendre les tout derniers développements sans en revenir au "plan de séparation".

Cette semaine, des révélations sensationnelles ont été publiées en Israël. Elles confirment les soupçons que nous avons dès le départ : que la "séparation" n'était qu'un stratagème faisant partie d'un programme avec un calendrier secret.

Sharon avait un schéma directeur avec trois éléments principaux : (a) transformer la bande de Gaza en entité séparée et isolée, dirigée par le Hamas, (b) transformer la Cisjordanie en un archipel de cantons isolés dirigés par le Fatah, et (c) maintenir les deux territoires sous la domination de l'armée israélienne.

C'est ce qui expliquerait l'insistance de Sharon pour un retrait "unilatéral". Car celui-ci semble illogique. Pourquoi ne pas parler auparavant avec l'Autorité palestinienne ? Pourquoi ne pas assurer le transfert ordonné de pouvoir à Mahmoud Abbas ? Pourquoi ne pas transférer à l'Autorité toutes les colonies intactes, avec les maisons et leurs serres ? Pourquoi ne pas ouvrir largement tous les passages de frontières ? Vraiment, pourquoi ne pas permettre aux Palestiniens d'ouvrir l'aéroport de Gaza et de construire le port maritime de Gaza ?

Si l'objectif politique avait été de parvenir à un accord de paix, c'est ce qui se serait passé. Mais étant donné que c'est le contraire qui a été fait, on peut supposer que Sharon voulait que les choses tournent brutalement comme elles ont tourné : écroulement de l'Autorité à Gaza, prise de pouvoir à Gaza par le Hamas, séparation entre la bande de Gaza et la Cisjordanie.

A cette fin, il a coupé Gaza de tout contact terrestre, maritime et aérien avec le monde, laissé les passages à la frontière fermés presque continuellement et transformé Gaza en la "plus grande prison du monde". La fourniture de nourriture, de médicaments, d'eau et d'électricité dépend entièrement de la bonne volonté d'Israël, tout comme l'est l'opération de passage de frontière vers l'Égypte (avec l'aide d'une unité de surveillance européenne contrôlée par l'armée israélienne), pour toutes les importations et les exportations, et même l'enregistrement des habitants.

QUE CE SOIT clair : ce n'est pas une politique nouvelle. Couper la bande de Gaza de la Cisjordanie a, depuis de nombreuses années, été un objectif militaire et politique de tous les gouvernements israéliens.

L'article IV de la Déclaration de principes d'Oslo de 1993 stipule sans équivoque : "Les deux parties considèrent la Cisjordanie et la bande de Gaza comme une unité territoriale unique, dont l'intégrité sera préservée pendant la période intérimaire." Sans cela, Arafat n'aurait pas accepté l'accord.

Plus tard, Shimon Peres a inventé le slogan "Gaza d'abord". Les Palestiniens ont catégoriquement refusé. En fin de compte, le gouvernement israélien a abandonné et, en 1994, a signé "l'Accord concernant la bande de Gaza et la zone de Jéricho". L'installation ainsi garantie à l'Autorité palestinienne en Cisjordanie était d'assurer l'unité des deux territoires.

Dans le même accord, Israël s'engageait à ouvrir un "passage sûr" entre la bande de Gaza et la Cisjordanie. Et pas seulement un, mais quatre, qui ont été marqués sur une carte annexée à l'accord. Tout de suite après, des panneaux routiers avec l'inscription en arabe "Vers Gaza" ont été installés le long des routes de Cisjordanie.

Mais durant les 13 ans qui ont passé depuis lors, le passage n'a pas été ouvert, même pas un seul jour. Quand Ehoud Barak a installé sa carcasse dans le fauteuil de Premier ministre, il a fantasmé sur la construction du pont le plus long du monde entre la bande de Gaza et la Cisjordanie (environ 40 km). Comme beaucoup d'autres brillants flashes de Barak, celui-là est mort avant d'être né et le passage est resté hermétiquement fermé.

Le gouvernement israélien s'est de nombreuses fois engagé à remplir cet engagement, et récemment il a fait à Condoleezza Rice personnellement une promesse spécifique et précise. Rien ne s'est passé.

Pourquoi ? Pourquoi notre gouvernement prend-il le risque d'une violation manifeste, nette, non ambiguë et continue d'une si importante obligation ? Pourquoi va-t-il jusqu'à cracher à la figure d'une amie comme la bonne Condoleezza ?

Il n'y a qu'une réponse possible : couper la bande de Gaza de la Cisjordanie est un but stratégique majeur du gouvernement et de l'armée, un pas important dans l'effort historique pour casser la résistance palestinienne à l'occupation et à la politique d'annexion.

Cette semaine, il a semblé que ce but avait été atteint.

L'opération officielle de "renforcer" Abbas fait partie de ce dessein. A Jérusalem, certains sentent que leurs rêves deviennent réalité : la Cisjordanie est séparée de la bande de Gaza, divisée en plusieurs enclaves séparées les unes des autres et du monde, comme les bantoustans dans l'Afrique du Sud d'autrefois. Ramallah désignée comme la capitale de la Palestine pour faire que les Palestiniens oublient Jérusalem dans ce rôle. Abbas recevant des armes et des renforts pour détruire le Hamas en Cisjordanie. L'armée israélienne dominant les zones entre les villes, et intervenant à volonté dans les villes aussi. Les colonies poussant sans rencontrer d'obstacle, la vallée du Jourdain complètement coupée du reste de la Cisjordanie, le Mur continuant à s'étendre et à engloutir toujours davantage de terre palestinienne, et la promesse du gouvernement de démanteler les "avant-postes" restant une longue plaisanterie oubliée.

Le Président Bush est satisfait de "la progression de la démocratie" dans les zones palestiniennes, et les aides militaires des Etats-Unis à Israël augmentent d'année en année.

DU POINT DE VUE d'Olmert, c'est une situation idéale. Tiendra-t-elle ?

La réponse est un NON sans réserve !

Comme toutes les actions de Bush et d Olmert, aussi bien que de ceux qui les ont précédés, cette situation est basée sur le mépris des Arabes. Ce mépris s est souvent avéré être une recette pour aboutir à un désastre.

Les médias israéliens, qui se sont transformés en organes de propagande pour Mahmoud Abbas et Mohammed Dahlan, sont déjà en train de décrire avec jubilation comment les habitants de Gaza, affamés, regardent avec jalousie les habitants bien nourris de Cisjordanie. Ils vont se rebeller contre la direction Hamas, de sorte qu un Quisling au service d Israël puisse y être installé. Le peuple en Cisjordanie, s engraisant grâce à l aide financière européenne et américaine, sera heureux d être débarrassé de Gaza et de ses troubles.

Cela est pure fantaisie. Il est beaucoup plus probable que l ange du peuple de Gaza se retournera contre les geôliers israéliens qui les affament. Et les gens de Cisjordanie n abandonneront pas leurs compatriotes qui dépérissent à Gaza.

Aucun Palestinien n acceptera la séparation de Gaza de la Cisjordanie. Un parti qui accepterait cela serait déserté par les Palestiniens, et une direction qui accepterait une telle situation serait éliminée.

La politique israélienne est déchirée entre deux désirs contradictoires : d un côté, empêcher que les événements de la bande de Gaza se répètent en Cisjordanie, où un Hamas prenant le pouvoir serait immensément plus dangereux, et d un autre côté, empêcher Abbas de réussir au point que les Américains obligerait Olmert à négocier sérieusement avec lui. Comme d habitude, le gouvernement tient le baton par les deux bouts.

Pour l heure, toutes les actions d Olmert sont dangereuses pour Abbas. Son étreinte est une étreinte d ours, et son baiser est le baiser de la mort.

*Article publié le 24 juin, en hébreu et en anglais, sur le site de Gush Shalom - Traduit de l anglais "Saving President Abbas" :
RM/SW*